



LA FLAMME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

N° 520 du
Vendredi
20 Oct
2023

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 520

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : 500 FCFA / Parution

Marches, sit-in, grèves, affrontements avec la police, etc.

Des manifestations populaires contre le pouvoir autocratique et affameur de Patrice TALON

Page 2

Résurgence des propos ethncistes
sur les réseaux sociaux
Non à la division des peuples

page 2

1er congrès ordinaire du Parti Les Démocrates

La ligne pro-impérialiste au service
de la France coloniale confirmée



Page 3

Thomas SANKARA élevé au rang de Héros National

*Le boulevard Charles de Gaulle devenu
« Boulevard Thomas SANKARA »*



Page 5

SPORT

Loko Clément toujours

dans ses prouesses



Page 6

Page Inter

Les crimes des Sionistes Israéliens appuyés par les puissances de l'OTAN

Page 7

Echos des Régions

EDITORIAL

Les populations affamées par la gouvernance de Patrice Talon donnent de la voix

Depuis quelques semaines, des manifestations de populations éclatent contre les politiques ruineuses et assassines du pouvoir de Talon. A Sègbana, Kpinnou, Bassila, Hèvié, les populations affamées en ont marre ! Elles constatent que le pouvoir de Talon est sourd face à leurs plaintes et dénonciations individuelles sur les réseaux sociaux. Elles sortent dans la rue pour manifester contre la faim, les tueries sauvages, les exécutions extrajudiciaires par la police, les décisions hasardeuses qui ne tiennent aucun compte de leurs difficultés et problèmes quotidiens, comme la multiplication des taxes injustes et la fermeture des frontières.

Les manifestants ont raison et font bien. L'expérience de notre pays montre qu'on ne peut faire entendre raison à un pouvoir de dictature autocratique par les seules plaintes. Il a bien fallu aux couches populaires, malgré toutes les difficultés, pousser les luttes jusqu'au renversement du pouvoir autocratique de KERÉKOU-PRPB pour que le peuple puisse souffler.

La Rédaction

ACTUALITE POLITIQUE

Marches, sit-in, grèves, affrontements avec la police, etc.

Des manifestations populaires contre le pouvoir autocratique et affameur de Patrice TALON

Depuis quelques jours, des manifestations populaires éclatent un peu partout dans le pays. Un coup d'œil depuis un mois permet de voir les mouvements ci-après.

1- MANIFESTATION CONTRE L'ASSASSINAT D'UN PRESUME VOLEUR A KPINNOU

Le mardi 17 octobre 2023, les populations de Kpinnou dans le département du Mono se sont soulevées contre l'assassinat d'un citoyen par la police. En effet, un présumé voleur recherché a été abattu par la police. Le fait a tôt suscité une indignation populaire. Pendant plusieurs heures, la circulation de la voie publique Lokossa-Houéyogbé dans le Mono a été bloquée au niveau de Kpinnou par la population en colère. Les manifestants exigent la fin des tueries des citoyens par la policière, justice aux victimes et sanctions aux auteurs.

2- SEGBANA, GREVE DES AGENTS DE LA MAIRIE

Les agents de la Mairie de Sègbana ont observé un mouvement de grève le lundi 16 octobre 2023. Rassemblés tôt dans la matinée de ce lundi, les manifestants ont fait une marche qui est partie du carrefour Ky-Samah pour chuter à la Mairie de Segbana. Ils revendiquent notamment le paiement de leurs indices réels, le paiement de la totalité des moins perçus,

le remboursement sans délai de la dette due à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS). Le mouvement se poursuit par tacite reconduction jusqu'à satisfaction des revendications, ont précisé les manifestants.

3-AFFRONTEMENTS A BASSILA ENTRE PRODUCTEURS DE SOJA ET POLICIERS

Le dimanche 15 octobre 2023, un affrontement a éclaté entre la population de Balanka dans la Commune de Bassila et des éléments de la police républicaine. Cette protestation populaire a été motivée par la fermeture des pistes et circuits par lesquels les populations notamment producteurs de Soja rejoignent le Togo pour y vendre leurs produits. Les protestataires procèdent aux dégagements des gros blocs de pierre placés par la police pour empêcher la circulation. Les mouvements ont commencé depuis la veille c'est-à-dire samedi 14 octobre pour enfin s'intensifier le dimanche 15. Contre l'intervention policière une résistance populaire a tenu ferme.

4- MANIFESTATION POPULAIRE A KPOVIDJI (COMMUNE DE GRAND-POPO) CONTRE LES MAUVAISES REFORMES DANS L'ENSEIGNEMENT.

Le lundi 09 octobre 2023, les populations de Kpovidji, Todjonoukon, Tokpa aïzo, Tokpa Mononto, Sehocondji ont organisé un mouvement de protestation qui a chuté au CEG Kpovidji. La cause de ce mouvement de masse, ce sont des transferts hasardeux et punitifs d'élèves des classes de la seconde A et de la première A du CEG Kpovidji au CEG Adjaha qui se situe à plusieurs kilomètres. Ce transfert de leurs enfants à un collège situé à plusieurs kilomètres, expliquent les manifestants, oblige les parents à des dépenses supplémentaires pour le déplacement et l'entretien de leurs enfants ; et comme ils sont déjà ruinés et affamés, ce transfert reviendrait tout simplement à pousser leurs enfants à l'abandon des classes. Les parents exigent, par conséquent la suppression de cette décision de transfert.

5- MANIFESTATION DES POPULATIONS DE HEVIE DANS LA COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI CONTRE L'ASSASSINAT PAR LA POLICE DU JEUNE MARTIN HOUNGA.

Suite à l'assassinat du jeune Martin HOUNGA le 4 septembre 2023, les populations de Hèvié et environs ont organisé des mouvements de protestation. Non seulement ces populations dénoncent la nature crapuleuse du crime mais aussi, elles revendiquent justice pour la victime ainsi que la sanction des auteurs. C'est à travers des marches et sit-in qu'elles ont exprimé leur colère.

6- MANIFESTATION DES TRANSPORTEURS DE PARAKOU CONTRE LA FERMETURE DES FRONTIERES

Suite à la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger, les transporteurs de Parakou ont manifesté. Ils protestent contre la dégradation de leurs conditions de vie et refusent de

continuer à subir les conséquences inhumaines de cette mesure de fermeture des frontières

7- Que peut-on dire de ces manifestations ?

On observe que ces manifestations sont éparses mais se sont déroulées un peu partout sur le territoire, du Nord jusqu'au sud : Ségbana, Bassila, Hèvié, Kpovidji, Kpinnou, etc. Elles concernent différentes couches : des salariés (agents de mairie), des producteurs agricoles (Bassila), des jeunes des quartiers (Hèvié), des parents d'élèves qui protestent contre différents aspects de la politique du pouvoir de Talon : politique agricole de prix affameurs, fermeture des frontières, politique éducative, la faim, la répression et les tueries sauvages d'exécutions extrajudiciaires par la police aux ordres de Talon.

Les populations affamées en ont marre ! Elles constatent que le pouvoir de Talon est sourd face à leurs plaintes et dénonciations individuelles et sur les réseaux sociaux. Elles sortent dans la rue pour manifester contre la faim, les tueries sauvages, les exécutions extrajudiciaires par la police, les décisions hasardeuses qui ne tiennent aucun compte de leurs difficultés et problèmes quotidiens, comme la multiplication des taxes injustes et la fermeture des frontières.

Les manifestants ont bel et bien raison et ont bien agi. L'expérience de notre pays montre qu'on ne peut faire entendre raison à un pouvoir autocratique par les seules plaintes. Il a bien fallu, malgré toutes les difficultés, pousser les luttes jusqu'au renversement du pouvoir autocratique de Kérékou-Prpb pour que le peuple puisse souffler.

Brieux.

Résurgence des propos ethnistes sur les réseaux sociaux

Non à la division du peuple

Les réseaux sociaux ont été secoués ces derniers temps par des notes vocales véhiculant des messages qui ont retenu l'attention de tout le monde.

En effet, tout a commencé par un audio fait par un natif du Couffo pour opiner sur la démission de Oswald Homeky alors ministre du sport du gouvernement de Talon. Cet audio a vu la réplique d'un autre internaute, notamment un fon.

Ainsi, au lieu que ces audio restent juste à la limite de simples appréciations individuelles, ils sont aussitôt transformés en des prises de positions tendant à défendre une nationalité contre une autre.

A cet effet, on a assisté à des écarts de langage et des injures qui peuvent mettre l'unité de notre pays en déficit. Le tollé provoqué par l'un des audio en l'occurrence celui du fon, a obligé son auteur à revenir présenter ses excuses publiques. C'est bien

Mais en réalité, il faut dire que ces langages ethnistes qui reviennent souvent dans l'actualité ne sont que le fruit de la politique des dirigeants politiques divisionnistes. Une politique dont ils font preuve pendant longtemps pour maintenir les nationalités dans la division. C'est au nom de cette politique de division que Talon lui-même au cours de ces tournées a déclaré à Abomey que les fon ne vont pas laisser le pouvoir. Alors que sa politique de domination, de pillage et affameuse n'a épargné aucune localité, ni aucune nationalité de notre pays.

C'est aussi au nom de cette politique de division que ces dirigeants politiques pilleurs et affameurs des peuples sélectionnent des nationalités dans lesquelles, ils nomment des gens toujours pour intention de maintenir leurs influences. Pendant ce temps le peuple dans toutes les nationalités est dans la misère et dans la pauvreté.

Le peuple doit comprendre donc que ceux qui divisent les nationalités pour ne pas dire le pays au profit de leurs intérêts sont ces agents impérialistes contre lesquels nous devons nous mobiliser dans l'unité, ils sont alors l'ennemi commun à abattre.

Nel

1^{er} congrès ordinaire du Parti les "Démocrates"

La ligne pro-impérialiste au service de la France coloniale confirmée

Les samedi 14 et dimanche 15 octobre 2023, le Parti les "Démocrates" a organisé à Parakou son 1^{er} congrès ordinaire sous le thème : « Défis des élections générales de 2026 : Ensemble avec les DEMOCRATES, le peuple à la reconquête de sa souveraineté ».



Aujourd'hui, la lutte pour la souveraineté pour les pays d'Afrique est d'actualité et est l'objet principal des combats du panafricanisme montant, notamment en Afrique dite francophone et de confrontation directe militaire entre la France coloniale et les pouvoirs au Mali, au Burkina-Faso et au Niger.

Au congrès du Parti les démocrates, aucun de ces problèmes de souveraineté concernant la révolution patriotique en cours n'a été abordé ni par Eric Houndété dans son discours d'ouverture, ni par Yayi Boni devenu le Président de ce parti dans son mot de clôture. Rien n'a été dit pour

dénoncer la présence de bases militaires françaises au Bénin. Toutes leurs interventions demandent au peuple qui subit les affres et les méfaits du pouvoir de dictature autocratique d'attendre 2026 pour être sauvé à travers les élections, en somme à accompagner et servir pérennisation de l'autocratie. Ils disent au peuple d'attendre pour faire le test et l'expérimentation d'un nouveau dispositif électoral que le pouvoir de la rupture aura mis en place pour reconquérir une soi-disant souveraineté. Le duo Yayi-Houndété n'a donc pipé mot sur ce qui confère à notre pays sa souveraineté effective à savoir la fin de la servitude et de l'esclavage monétaire, le cas du franc FCA, la fin de l'aliénation linguistique et culturelle qui passe par l'enseignement de la science dans sa diversité dans nos langues, l'industrialisation du pays pour rattraper son retard de développement, et ne jamais accepter la présence de base militaires étrangères sur le sol de nos aïeux pour profaner la mémoire de nos Héros que sont Béhanzin, Kaba, Bio-guerra, Saka Yérima etc.

Même, en ce qui concerne la guerre contre le Niger, la résolution prise par le Congrès n'a pas désigné l'instigateur et l'artisan principal de cette guerre, la France coloniale dont le président actuel, Emmanuel Macron n'a pas caché ses intentions guerrières pour défendre ses intérêts contre le peuple du Niger. Nulle part l'impérialisme français artisan de cette crise n'a été indexé ni égratigné. C'est une preuve patente et notoire que les dirigeants de ce parti sont de véritables agents de l'impérialisme français tel que tout le monde le voit avec Patrice Talon.

Contrairement aux discours des Dirigeants du Parti les Démocrates, le message du Représentant du Parti Communiste du Bénin(PCB), à ce congrès a été applaudi parce que le contenu du message a correspondu aux aspirations actuelles des masses. Ce discours a été relayé à flots sur les réseaux sociaux parce que ce qui préoccupe le peuple c'est le combat pour la conquête de notre souveraineté telle que cela est perçu au Niger, au Mali, au Burkina Faso etc.

Eric Houndété au lendemain de leur congrès, reçu en interview sur Radio France Internationale (RFI) et interrogé sur la présence des instructeurs français à Kandi au nord de notre pays, répond « que le gouvernement fasse de la transparence en rapport à la question si nous avons des gens qui sont à l'aéroport de Tourou, si nous avons des gens qui sont à kandi, à Bembérékè, à Copargo. Le gouvernement a l'obligation, le devoir, à défaut de parler aux populations, de parler au parlement. Et que le parlement demande que le gouvernement fasse des explications. En ma qualité de responsable, souffrez que je ne fasse pas de la spéculation, j'ai besoin d'éléments concrets pour formuler mes observations. »

Voici donc quelqu'un, se disant responsable d'un parti qui se réclame de l'opposition, qui déclare qu'il faut attendre que le gouvernement lui confirme des faits graves contre le peuple, avant qu'il ne donne son opinion. Eric Houndété n'a pas entendu les propos nets et clairs de Macron parlant publiquement devant ses ambassadeurs réunis, des accords militaires d'installations de bases militaires françaises au Bénin. Il n'ose même pas reprendre le mot « instructeurs français » clairement désigné par le journaliste de RFI, mais parle vaguement de « gens ». On note simplement que Houndété Eric est à la remorque de Talon, sinon à sa solde, et dans le cas précis, il confirme qu'il est à la solde de l'impérialisme français, aux côtés de Talon pour la perpétuation de notre domination.

Au vu de tout ce qui précède, au 1^{er} congrès ordinaire du Parti les Démocrates rien n'a changé par rapport à la ligne pro-impérialiste du Parti. Les dirigeants, Yayi et Houndété, ont confirmé la preuve devant le peuple béninois à travers leur discours et prises de position que la ligne de leur parti est au service de l'impérialisme français, une ligne opposée aux aspirations clairement affirmées de souveraineté et d'indépendance véritable pour le développement des peuples africains et du peuple béninois.

Afi Tossou

MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN (PCB) au Congrès du parti LES DEMOCRATES



MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN (PCB) Au Congrès du parti LES DEMOCRATES

Parakou, le 14 octobre 2023

Monsieur le Président du parti LES DEMOCRATES

Mesdames et Messieurs les Congressistes,

Mesdames et Messieurs les différents invités,

Le Parti Communiste du Bénin (PCB) et son 1^{er} Secrétaire Philippe NOUDJENOUME remercient le parti Les Démocrates de son invitation à la cérémonie d'ouverture de son 1^{er} Congrès ordinaire.

Ce congrès que vous tenez de par son thème : « **Défis des élections générales de 2026 : Ensemble avec les DEMOCRATES, le peuple à la reconquête de sa souveraineté** » met en avant des questions dont l'importance est ravivée par l'actualité brûlante dans le monde, dans notre sous-région et dans notre pays.

En effet, votre congrès se tient dans un contexte où le monde, l'Afrique, notre sous-région de même que notre pays se trouvent à des nœuds débouchant sur de grands changements. Ainsi en Palestine, les derniers événements démontrent qu'on ne peut pas indéfiniment maintenir un peuple dans des situations inhumaines, et l'héroïsme des combattants palestiniens ne peut qu'être salué par tous les démocrates et les peuples du monde. De même, les peuples de la sous-région, et particulièrement ses jeunes découvrent, sur la base des faits concrets que la souveraineté de leurs pays est hypothéquée par les colonisateurs avec la complicité de dirigeants traîtres à leurs pays. Les accords secrets dits du pacte colonial au lendemain des indépendances formelles sont aujourd'hui connus et dénoncés. Le projet de la guerre contre le peuple frère du Niger, pour ne prendre que ce dernier cas, a révélé à la face du monde que c'est la France coloniale qui en est le promoteur et l'artisan central pour la garantie du pillage

des richesses minières (uranium, lithium, or, pétrole, etc.) du Niger dans la négation de la souveraineté du peuple nigérien. L'engagement de notre pays par le Président Talon dans cette guerre sert essentiellement les intérêts de la France et démontre que la souveraineté de notre pays est toujours hypothéquée par la soumission du pouvoir de Talon à l'impérialisme français. Les faits montrent qu'il en a été ainsi pratiquement de tous les pouvoirs passés au Bénin. Talon en a ajouté en acceptant l'installation de bases militaires dans notre pays, sur la terre de Béhanzin, de Saka Yérima, de Bio Guera, de Kaba. C'est inadmissible !

Il est important de dénoncer la guerre projetée contre le peuple frère du Niger, mais, pour les partis du peuple, il est essentiel d'indiquer le promoteur et l'artisan central de la guerre, la France coloniale, d'exiger le départ de toute base militaire étrangère, française d'Afrique et de notre pays. Autrement, c'est manquer à son devoir de solidarité envers le peuple du Niger et les autres peuples de la sous-région en lutte frontale contre l'impérialisme français, c'est également duper notre peuple et sa jeunesse dans le combat pour la reconquête de notre souveraineté.

Mesdames et Messieurs les Congressistes,

La question de la guerre contre le Niger et l'aplatissement évident de nos autorités devant la France coloniale montrent aussi les relations de complicité renforcée entre le pouvoir de la "Rupture" et la France coloniale. Cette dernière avec les puissances de l'OTAN se sont donné le droit de validateurs des élections dans les pays dominés. Pour ne pas aller trop loin dans le temps et ne prendre que l'exemple des dernières élections législatives de janvier 2023, ce sont les ambassadeurs de tous ces pays chez nous qui ont, dans un communiqué officiel, qualifié de libre, d'inclusif, de transparent, ce scrutin basé sur le système partisan et électoral de dictature autocratique et d'exclusion. La soumission du pouvoir de Talon à la France coloniale est donc intéressée : avoir la protection de ces puissances impérialistes, notamment dans les instants présents de réveil patriotique de la jeunesse et des peuples africains. C'est dire que s'il est absolument indispensable de conquérir le droit d'élections libres, transparentes, aujourd'hui confisqué par le pouvoir de dictature autocratique de Talon, l'expérience montre que sans renverser l'autocratie, il n'y aura point d'élections démocratiques, libres, transparentes. L'expérience de notre peuple dans la lutte contre la dictature autocratique de KERKOU-PRPB a montré que c'est après le renversement de cette dictature par les luttes populaires qui ont abouti au soulèvement du 11 décembre 1989 que la voie a été ouverte pour des élections libres. Ailleurs, dans d'autres pays près de chez nous, aucune élection n'a pu être libre, transparente, juste tant que les pouvoirs de dictature autocratique demeurent. Ces expériences pour douloureuses qu'elles sont, confirment que c'est la reconquête de la démocratie par le peuple qui ouvre la voie à des élections démocratiques.

Mesdames et Messieurs les Congressistes, chers invités,

Le peuple a faim ; le pouvoir de Talon l'a planifié en venant dire ici même à Parakou qu'il va nous serrer la ceinture. Il l'a fait en

ruinant les producteurs des produits agricoles, coton, soja, acajou, maïs, etc., par l'imposition des prix de rackets. Il l'a fait en ruinant tous les petits vendeurs et vendeuses par des déguerpissements sauvages répétés sans aucune autre alternative aux victimes. Il l'a fait en multipliant les taxes et impôts injustes. Il l'a fait en imposant des conditions esclavagistes de travail aux salariés, en décrétant le contrat à durée déterminée (CDD) à vie. Et pendant qu'il prive le peuple de pain, il a confisqué les libertés, instauré un régime de dictature autocratique avec la répression sauvage et arbitraire des opposants dont beaucoup sont encore dans les prisons ou en exil. Et après avoir ruiné le peuple, privé les populations des moyens de vie décente et de prise en charge des besoins de leur famille, il y trouve une raison, au nom de la parentalité responsable, de vouloir imposer la limitation des naissances.

Le Parti Communiste du Bénin est toujours dans le combat contre la faim, contre les privations de libertés. Il a toujours exigé et exige la libération de tous les détenus politiques, le retour libre des exilés, l'amnistie générale et l'indemnisation de toutes les victimes de l'autocratie.

Le peuple est à la croisée des chemins : lutter pour le renversement du système autocratique, affameur, antipatriotique qui est prêt à le sacrifier, à l'impliquer dans une guerre injuste pour les intérêts étrangers et pour sa propre protection.

Nous espérons que vos travaux contribueront au renforcement des combats pour le renversement du système autocratique pour la démocratie et la reconquête de notre souveraineté des mains de la France coloniale.

Pleins succès à vos travaux !

Merci.

Parakou, le 14 octobre 2023

Le Parti Communiste du Bénin

Histoire-Tradition et Développement

Thomas SANKARA élevé au rang de Héros National Boulevard Charles De Gaulle devenu Boulevard Thomas SANKARA

Le gouvernement de transition du Burkina Faso a adopté un décret le 04 octobre 2023 consacrant Thomas SANKARA, Héros National



A la suite de cette distinction honorifique, le 15 octobre 2023, lors des cérémonies marquant les 36 ans de l'assassinat de SANKARA, le boulevard général Charles de Gaulle à

Ouagadougou a été renommé boulevard Thomas SANKARA. Ainsi, le régime de Traoré a restauré la mémoire de cet homme que l'impérialisme français a fait assassiner par son agent, Blaise COMPAORE. Il n'est point d'honorer le héros de ceux qui nous ont colonisés mais plutôt ceux qui ont combattu les idées de nos dominateurs.

Au Burkina Faso comme dans d'autres pays, ces initiatives sont saluées par les patriotes. Pour Daouda Traoré, colonel major à la retraite et vice-président du comité international Mémorial Thomas SANKARA, le gouvernement burkinabè a vu juste. Il déclare à propos : « Vous avez aussi décidé que l'ancien boulevard Charles de Gaulle porte désormais le nom de Thomas SANKARA, le nom du citoyen burkinabè le plus célèbre au monde. Le nom qui drapait ce boulevard du sceau de la dignité et de la souveraineté de notre peuple en adéquation avec notre histoire, notre esprit et notre âme aux convictions anti-impérialistes ».

Cette justice rendue à Thomas SANKARA montre que la mémoire de ceux qui se battent pour la patrie n'est jamais définitivement morte et ensevelie.

K. Dodji

Sport

Clément Loko toujours dans ses prouesses

Après sa victoire sur Aruna Djinadu samedi 7 octobre 2023, au Nigeria par jet d'éponge, le pugiliste béninois, Clément Loko a été de nouveau sur le ring dimanche 15 octobre 2023 face au nigérian Ikè Addy Ndukwu. Et il enchaîne une deuxième victoire de suite cette fois-ci par K.O



La boxe béninoise était au firmament ce week-end au Nigeria. Pour cause, deux pugilistes béninois étaient en mode K.O ce week-end face à Ikè Addy Ndukwu.

Pourtant ce n'était pas gagné d'avance puisque l'adversaire de Clément Loko est un boxeur militaire professionnel ayant été plusieurs fois champion en amateur avant d'enclencher la carrière professionnelle. Il a, à son actif, plus de 17 combats dont plusieurs victoires. Très rusé dans sa catégorie, il vise aussi une ceinture WABU dans sa catégorie au Nigeria. Et sur le ring, ce fut un combat très tactique voire décisif pour Clément Loko dit "la Panthère". Mais au finish, il a tenu le pari en battant son

adversaire par K.O au quatrième round. « Je l'ai trop pourchassé. Il bouge beaucoup mais à la quatrième reprise, le K.O surgit. Merci à mon Dieu et au peuple béninois pour la force et le soutien. Sans vous, je ne suis rien » a déclaré le boxeur béninois Clément Loko. Après ce combat, Clément Loko doit enchaîner d'autres combats au Ghana et dans d'autres pays de la sous-région pour atteindre la barre de 10 combats avant la fin de cette année 2023. L'objectif est le maintien au classement mondial WBC francophone de boxe. Mais s'il y a une chose que l'on peut déplorer dans la gestion politique du sport au Bénin, c'est que le gouvernement béninois n'investit pas dans les autres branches du sport national comme elle le fait pour le sport roi, le football. La boxe ne déroge pas à la règle et fait partie de ces sports qui sont délaissés par le gouvernement béninois. Ainsi les pugilistes béninois parmi lesquels Clément Loko ne bénéficient pas de l'appui et du soutien financier du gouvernement béninois. Malgré les performances de haut volets qui ne font que rehausser sans cesse l'estime du noble art aux yeux du monde entier, le financement du gouvernement à l'encontre de Clément Loko et de ses camarades pugilistes continue à faire défaut. On ne doit donc les prouesses de Clément Loko qu'à son génie et à sa volonté propre de faire briller le drapeau national dans le monde entier. Le gouvernement devrait donc revoir sa copie et venir en aide à Clément Loko dans ses différents déplacements sur le continent afin qu'il soit bien mieux préparé à l'avenir dans ses différents combats. Le Bénin n'en sortira que plus grand.

Dino

Chronique

Projet de limitation des naissances par le pouvoir

1- La parentalité responsable et les prix aux producteurs

Depuis mai 2023, le gouvernement annonce la limitation des naissances avec beaucoup de bruits dans les médias en s'appuyant sur des termes techniques << indices synthétiques de fécondité optimale >> pour tromper le peuple. Mais tôt le peuple a compris et a commencé à protester contre ça. C'est ainsi que la démocratie révolutionnaire s'en est saisi de la question allant jusqu'à organiser un forum de l'INIREF avec des représentants du peuple (dignitaires, têtes couronnées, universitaires, etc) pour apporter un éclairage scientifique sur le bien-fondé du rejet par le peuple de ce projet funeste du gouvernement à ce sujet. Ainsi, le projet funeste du pouvoir Talon est mis à nu.

Mais au lendemain de la tenue de ce forum, le gouvernement revient à la charge, change de langage pour tenter de tromper le peuple... Bio Tchané dit le 15 septembre 2023 que « le gouvernement ne veut pas promouvoir la limitation des naissances, mais la parentalité responsable ». Le Directeur de Cabinet de Bio Tchané vient renchérir en disant : La parentalité responsable veut dire si tu n'as pas les moyens d'élever des enfants, n'en fais pas. » Le gouvernement change de langage

pour poursuivre le même objectif de limitation des naissances. Ceux à qui le gouvernement extorque leurs revenus, ceux qu'ils ruinent ne doivent pas faire des enfants.

De façon précise, Talon décidé veut ruiner les producteurs agricoles (soja, acajou, karité maïs etc...) leur a fixé des prix dérisoires contre leur gré. On se rappelle les tranchées que le gouvernement creuse aux bords avec le déploiement de l'armée dans le seul but d'empêcher les paysans de sortir leurs produits pour aller vendre mieux ailleurs où ça les arrange notamment au Togo et au Nigéria au point où les paysans ont résisté jusqu'à parvenir à initier le mot d'ordre << zéro coton >>

Faire tout ça contre les pauvres paysans producteurs qui font près de 50% de la population c'est leur enlever les moyens financiers pour faire face à la vie. Et si on nous dit qu'il faut la parentalité responsable avant d'avoir des enfants, on limite donc les enfants au niveau de cette couche de la population.

Clénon K.

Page Inter

LES CRIMES DES SIONISTES ISRAËLIENS ENCOURAGES ET SOUTENUS PAR L'OTAN

Le 17 octobre 2023, une bombe détruit l'hôpital Maamadani de Gaza tuant des centaines de personnes, femmes, enfants, vieillards etc. Bizarrement, le bombardement a eu lieu au moment où Joe Biden, le président des USA était dans la région. Dans le monde entier, la stupeur était totale. Le bureau de Netanyahou accuse la faction palestinienne du Jihad islamique d'avoir commis ce crime en ces termes : « **Que le monde entier le sache : les terroristes barbares à Gaza sont ceux qui ont attaqué l'hôpital à Gaza et pas l'armée israélienne... Ceux qui ont brutalement tué nos enfants, tuent leurs propres enfants** ». Mais comment peut-il savoir que c'est le Jihad islamique qui est responsable de ce crime ? Tout de suite après, Joe Biden avalise cette version et depuis, les médias de service reprennent en chœur ce récit. Or, tout le monde voit que la destruction de cet hôpital participe du plan d'évacuation massive de la population de Gaza, décidé par Israël. En effet, le 12 octobre, les forces israéliennes ont ordonné à 1,1 million de Palestiniens du nord de Gaza de se déplacer vers le sud dans les 24 heures, au milieu de frappes aériennes. Or, cet ordre qui est un déplacement forcé de populations est une violation du droit international humanitaire d'après Amnesty International. C'est parce que les responsables de cet hôpital ont refusé d'obéir à cet ordre qu'ils ont été punis par Israël.

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, Israël, commet crimes de guerre sur crimes de guerre. Le ministre des armées d'Israël ayant décrété que tous les palestiniens sont des animaux, tout est permis. On ne compte plus le nombre de bombes déversées sur Gaza ; le nombre de personnes déplacées. Toute une population prise en otage, privée d'eau,

de nourritures et de soins, ce qui est contraire au droit international qui interdit les punitions collectives. Tous ces crimes participent des agissements des sionistes en Palestine depuis 75 ans et fortement soutenus par les puissances de l'OTAN.

En effet, presque tous les pays de l'OTAN sont sur la même ligne. C'est la ligne que décrivait Joe Biden quand il déclarait devant le congrès américain en 1986 : « Si nous regardons le Moyen-Orient, je pense qu'il est temps pour ceux qui soutiennent Israël, comme la plupart d'entre nous, d'arrêter de s'excuser de soutenir Israël. Il n'y a aucune raison de s'excuser, rien. Il s'agit du meilleur investissement de 3 milliards de dollars que nous ayons réalisé. Si Israël n'existait pas, les États-Unis devraient l'inventer pour protéger leurs intérêts dans la région. Il faudrait que les États-Unis inventent Israël. » Le premier ministre anglais lui aussi court en Israël pour apporter son soutien. Emmanuel quant à lui, a évoqué les crimes de guerre de l'armée israélienne comme une « riposte juste et forte ». Le ministre des armées de France déclare que la France fournit des renseignements à Israël. Dès qu'il est rentré à Washington après son séjour, Joe Biden demande au congrès de voter un budget de 100 milliards de dollars à Israël et à l'Ukraine. Quand on sait que le premier ministre israélien a déclaré que : « J'insiste pour dire que ce n'est que le début », on comprend l'objectif de tous ces soutiens, la destruction totale du peuple palestinien.

Heureusement, face à ce génocide planifié, les peuples du monde sont debout. Partout, les dénonciations et manifestations pleuvent pour s'opposer aux agissements des sionistes et de leurs maîtres. Les pouvoirs réactionnaires du Moyen-Orient sont sur la défensive. L'Égypte et la Jordanie ont été obligées d'annuler la rencontre programmée entre Joe Biden et leurs responsables. L'Arabie Saoudite a stoppé les discussions en cours avec Israël pour l'établissement de relations diplomatiques, comme le Maroc et d'autres pays l'ont fait. Partout, les peuples doivent se dresser, pour exiger la fin des massacres du peuple de Gaza et l'établissement d'une paix juste et définitive en Palestine.

Afi

Envoyez-nous vos impressions aux adresses suivantes :

Mail: particommunistedubenin@yahoo.fr

SMS / Whatsapp: +229 97 26 36 20

PARTI COMMUNISTE DU BENIN



www.la-flamme.org